

En pleine escalade avec l'Iran, vague d'évictions au sommet de l'armée américaine

L'éviction du général Randy George, suivie du départ de onze autres officiers supérieurs, révèle des fractures internes au sein de l'appareil militaire américain. Ces bouleversements interviennent alors que les États-Unis poursuivent leurs opérations contre l'Iran, dans un climat marqué par des désaccords stratégiques croissants.

Régis Le Sommier analyse ce nouveau tournant

Ce n'est pas une éviction isolée. À la suite du général Randy George, onze autres généraux ont été mis à pied sur décision du secrétaire à la Défense Pete Hegseth. Douze généraux américains écartés en une seule séquence, alors que l'armée est engagée en Iran.

Le chef d'état-major des armées, Dan Caine, avait pourtant, avant le début de l'offensive — le 28 février —, transmis au président Trump une série de mises en garde précises: faible soutien des alliés à l'opération, risques pour les bases américaines et pour les pays alliés dans la région, nombre insuffisant d'intercepteurs de missiles. Toutes ces réserves se sont avérées fondées. JD Vance, lui, s'est tenu à un silence qui, selon Régis Le Sommier, en dit plus qu'une déclaration. Il existait donc, avant même le déclenchement du conflit, une forme d'opposition interne.

À cela s'ajoute le fait que Randy George avait été nommé par Joe Biden. Un réalignement politique est donc une explication possible. Mais ce qui transparaît davantage, à ce stade, c'est une divergence de vues sur la faisabilité d'une opération terrestre. C'est ce différend-là qui semble avoir précipité les décisions.

Sur le timing, la lecture de Régis Le Sommier est directe: il fallait étouffer la contestation avant qu'elle prenne de l'ampleur. Face à une situation iranienne plus compliquée que prévu, aux conséquences mondiales, l'administration Trump manifeste une fébrilité qui se traduit, comme souvent, par l'élimination de toute voix discordante. Le successeur déjà nommé, lui, filera droit. Ce qui débouchera, selon toute vraisemblance, sur un phénomène déjà installé depuis le début du conflit: on n'apporte à Donald Trump et à Pete Hegseth que les bonnes nouvelles. On n'ose pas leur dire certaines choses.

Exemple concret: le renseignement américain estime ce matin que seulement la moitié des lanceurs et missiles iraniens ont été détruits depuis le début du conflit. La moitié du potentiel balistique et de drones iraniens demeure intact. Ce n'est pas ce que dit Donald Trump. Les informations qui lui parviennent mettent en avant les éléments favorables et passent sous silence les mauvaises nouvelles.

La purge ne se limite pas aux militaires. Pam Bondi, ministre de la Justice, a été congédiée — la deuxième en un mois après Chris Noem, secrétaire à la Sécurité intérieure. Bondi avait pourtant été loyale, s'était impliquée dans le dossier Epstein. Aux yeux de Trump, elle n'est pas allée assez loin pour poursuivre ses ennemis. Des figures de l'opposition comme Elizabeth Warren parlent ouvertement d'une dérive où le président entend utiliser les appareils administratif et judiciaire à des fins personnelles.

Sur l'état du conflit lui-même, Régis Le Sommier est catégorique: la guerre en Iran va mal.

Le discours solennel de Trump, prononcé à 3 ou 4 heures du matin, contenait une phrase notable — « nous allons les renvoyer à l'âge de pierre » — qui s'écarte nettement du droit de la guerre. Le discours de libération du peuple iranien, de libération des femmes iraniennes, a disparu. Le registre a changé: il ne s'agit plus de transformer un régime mais de vitrifier un pays.

Régis Le Sommier rappelle que les États-Unis sont la seule puissance au monde à avoir utilisé l'arme atomique contre des populations civiles — Hiroshima et Nagasaki en 1945. Ni la Russie ni aucune autre puissance ne l'a fait. La question de ce que recouvre précisément la formule « renvoyer à l'âge de pierre » mérite d'être posée.

Quelques heures après ce discours, des bombardiers américains ont ciblé un pont civil dans une banlieue de Téhéran, avec deux frappes. Le pont s'est partiellement effondré. C'est la première fois que les États-Unis s'en prennent à des infrastructures civiles dans ce conflit. Le Pentagone a tenté de justifier l'opération en affirmant que des missiles iraniens transitaient par ce pont, dissimulés dans des containers. Régis Le Sommier juge l'explication peu convaincante: que l'Iran transporte des missiles sur ce pont, à portée du renseignement américain, semble tiré par les cheveux.

Cette frappe inaugure une logique de réciprocité qui s'est installée depuis le début du conflit. Les Gardiens de la Révolution ont systématiquement identifié des structures équivalentes dans les pays alliés des États-Unis et dans les pays du Golfe, en signifiant qu'ils viseraient ces cibles en représailles. Quand les Israéliens ont frappé l'université de Téhéran, les Iraniens ont annoncé qu'ils s'en prendraient aux universités américaines de la région — peut-être celle de Beyrouth, ou celle du Qatar. On entre dans une phase où les cibles purement civiles deviennent un enjeu des deux côtés, ce qui relève des crimes de guerre. Les propos de Pete Hegseth affirmant qu'il « négocie avec des bombes » constituent, selon Régis Le Sommier, un langage qui autorise implicitement le soldat ou l'aviateur à faire n'importe quoi.

Sur le soupçon de délit d'initié visant Pete Hegseth, révélé par le Financial Times — le secrétaire à la Défense aurait utilisé des informations classifiées pour investir dans un ETF lié à l'armement en plein conflit —, Régis Le Sommier y voit l'illustration d'une limite structurelle du système Trump: gouverner dans un petit cercle de loyaux, récompenser les fidèles, nommer des proches à des postes clés. L'exemple le plus frappant reste Charles Kushner, père de Jared Kushner, nommé ambassadeur des États-Unis à Paris malgré ses antécédents judiciaires. Une diplomatie familiale fondée sur la réciprocité et la fidélité.

Ce système est contreproductif, notamment sur le dossier iranien. Il éloigne des sources disposant d'une connaissance réelle de l'Iran et de ses méthodes militaires, au profit de personnalités comme Kushner ou Steve Witkoff. Ce dernier s'est révélé, lors des dernières négociations, ne pas maîtriser les bases de la conception d'une bombe atomique — croyant notamment qu'on pouvait en fabriquer une à partir d'une centrale nucléaire. C'est Abbas Araghchi qui s'en est apparemment rendu compte. Avant cela, lors de sa mission sur l'Ukraine, Witkoff était incapable de prononcer les noms des quatre oblasts revendiqués par la Russie. Un minimum de formation, juge Régis Le Sommier, aurait été la condition élémentaire pour occuper ce type de rôle. Ce que ce système gagne en fluidité hiérarchique et en accès direct à Trump, il le perd en compétence et en légitimité — et aboutit à des comportements qui placent leurs auteurs en dehors de la loi.

Pendant ce temps, la guerre continue. Les frappes américaines se poursuivent sur l'Iran ; les

ripostes iraniennes restent très intenses. Sur Israël, une pénurie de munitions défensives commence à se faire sentir. Au Liban également, les accrochages se multiplient. Le Hezbollah revendique avoir abattu un hélicoptère. Les Iraniens ont montré ce matin des débris qu'ils présentent comme ceux d'un F-35 abattu au-dessus du golfe Persique — Régis Le Sommier invite à la prudence sur les deux séries d'images, mais souligne qu'un appareil américain a bien été abattu, qu'il s'agisse d'un F-35 ou d'un F-15. L'Iran a également continué à abattre des Boeing C-130 de ravitaillement.

Au Liban, le nombre d'« incidents de sécurité » — terme employé dans le langage militaire pour désigner des embuscades — a augmenté ces derniers jours.

Rien n'est réglé militairement. Contrairement aux déclarations de Donald Trump, chaque adversaire conserve la capacité d'atteindre l'autre. Le nombre de frappes et d'opérations menées par l'Iran et le Hezbollah ne diminue pas de manière significative. Le renseignement militaire américain estime que l'Iran n'a perdu que la moitié de son arsenal en missiles balistiques et en drones. Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères iranien, a déclaré que l'Iran est capable de tenir plus de six mois.

Compte rendu: SLR - Louis Giroud